

Alimentation des animaux de ferme

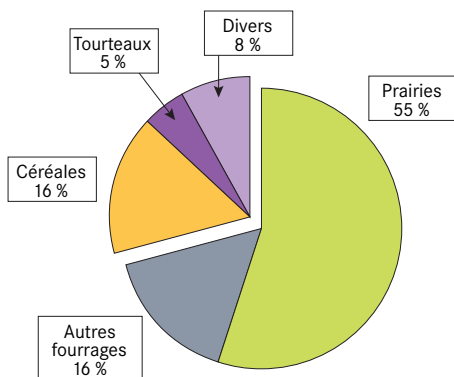
L'herbe et les autres plantes fourragères constituent l'essentiel de la ration des animaux d'élevage (72% de l'ensemble de la matière sèche disponible). Les autres aliments sont constitués d'éléments plus concentrés, comme les grains et graines (céréales, oléagineux) et leurs sous-produits (tourteaux). Ils sont utilisés tels quels ou sous forme d'aliments composés élaborés par l'industrie qui représentent 18% de l'ensemble des tonnages et 67% des produits concentrés.

Les ressources disponibles pour l'alimentation animale de la campagne 2004-2005 sont en progression par rapport à leur faible niveau de la campagne précédente, marquée par un déficit hydrique important. Cependant elles demeurent inférieures de près de 2% à celles de la moyenne des cinq campagnes antérieures à celle de 2003-2004, en raison de ressources en herbe inférieures à la moyenne. Au cours des cinq campagnes prises comme référence, la proportion des tourteaux est restée stable (5%). Durant la campagne 2004-2005, on observe une forte progression des incorporations de tourteaux de colza, consécutives à l'augmentation de la production et de la trituration en France. Cependant le tourteau de soja reste prépondérant (de l'ordre de 65% des tourteaux).

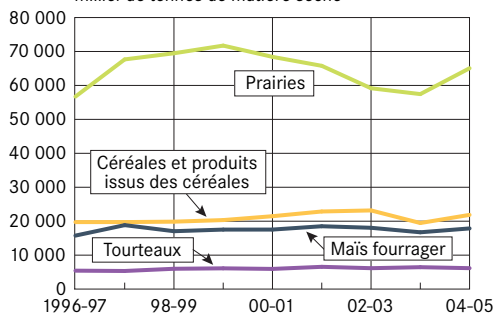
Les produits consommés par les animaux sont essentiellement issus des productions nationales. Seulement 5% des matières premières sont importées.

Ressources en fourrages et en aliments concentrés

2004-2005



millier de tonnes de matière sèche



Sur la notion de ressources présentée ici, cf. notes des tableaux ci-dessous.

Source : Agreste - Bilans fourragers.

Ressources en fourrages

	96-97	00-01	03-04	04-05
<i>millier de tonnes de matière sèche</i>				
Fourrages	76 126	89 649	81 970	86 339
dont fourrages annuels	17 649	19 464	18 415	19 504
dont maïs fourrager	15 757	17 534	16 735	17 873
Prairies	56 708	68 416	57 447	65 067

Les chiffres présentés dans ce tableau correspondent à la production de fourrage, hors constitution et utilisation de stocks.

Source : Agreste - Bilans fourragers.

Ressources en aliments concentrés

96-97 00-01 03-04 04-05

millier de tonnes de matière sèche

Aliments concentrés	31 706	33 272	30 726	33 021
dont				
Céréales (y c. riz)	17 283	19 207	17 252	19 396
dont blé	8 416	9 962	8 087	8 505
maïs grain	4 180	4 705	3 653	5 328
orge	2 952	2 728	3 457	3 048
Pois protéagineux	1 381	1 112	904	888
Tourteaux	5 427	5 944	6 453	6 162
dont soja	3 392	3 878	4 413	4 026
Sous-produits céréaliers	2 372	2 193	2 212	2 466
Luzerne déshydratée	776	896	971	915
Lait et produits laitiers	573	518	496	491
Autres aliments d'origine animale	895	517	86	62

Les chiffres présentés ici correspondent à la partie des aliments concentrés qui est utilisée pour nourrir les animaux de ferme. Ils prennent en compte production nationale, variations de stocks, importations et exportations.

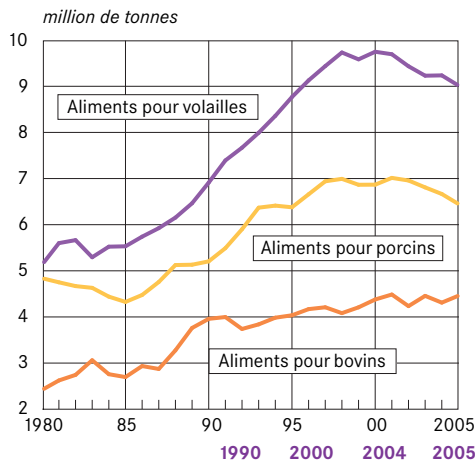
Source : Agreste - Bilans fourragers.

Aliments composés pour animaux

La production d'aliments composés pour animaux recule en 2005 (-2,4%), et cela pour la quatrième année consécutive. Les deux principales catégories - aliment volailles et aliment porcins - sont en baisse sensible, alors que l'aliment bovins stagne. Malgré la bonne tenue de l'aliment pour poulets de chair, la fabrication des aliments pour volailles est passée sous la barre des 9 millions de tonnes, avec les reculs importants de l'aliment poules pondeuses (-6,1%) et surtout dindes (-9,7%). La baisse des aliments pour porcins, constatée depuis 2002, continue à peser sur l'évolution d'ensemble de la production d'aliments composés. Elle est particulièrement marquée pour l'aliment truies, qui recule de près de 8%.

La production de l'Union européenne (près de 144 millions de tonnes en 2005) est en légère baisse, contrairement à l'année précédente. L'Espagne (21 millions de tonnes) devance maintenant l'Allemagne (19,6 millions de tonnes) et talonne la France, premier producteur européen avec 22 millions de tonnes. Ces 3 pays représentent près de 44% de la production de l'Union européenne. En dehors de l'Espagne, seuls les Pays-Bas (13,5 millions de tonnes) sont en progression parmi les principaux producteurs. La Pologne est au premier rang (5,9 millions de tonnes) des pays ayant adhéré à l'Union en 2004 et voit sa production augmenter fortement (+7,9%), alors que la Hongrie recule de 4,2%.

Production d'aliments composés pour animaux



Aliments	1990	2000	2004	2005
Total aliments composés	18 178⁽²⁾	23 109	22 290	21 972
Aliments pour animaux d'agrément	1 260	2 000	2 054	2 041

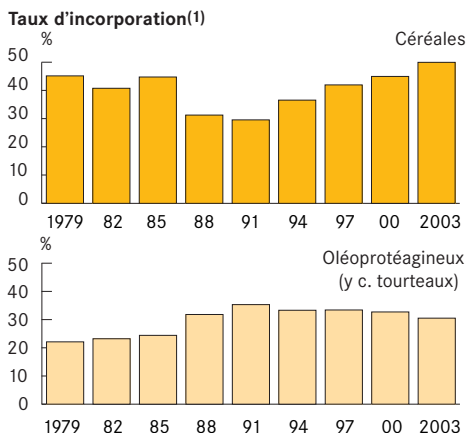
Aliments	millier de tonnes			
Bovins	3 959	4 379	4 311	4 480
<i>dont vaches laitières</i>	2 903	3 123	2 812	2 821
Allaitement bovins	679	519	485	487
Ovins-caprins	412	517	593	613
Porcins	5 207	6 872	6 670	6 445
Volailles	6 917	9 758	9 245	8 991
<i>dont poulets de chair</i>	2 687	3 333	3 250	3 280
Lapins	688	582	519	507
Autres animaux ⁽¹⁾	300	482	467	449

(1) Chevaux, gibier, pisciculture.

(2) Y compris une partie du tonnage qui n'a pu être ventilée.

Sources : Agreste, SNIA, SYNCOPAC, FACCIO.

Matières premières incorporées dans les aliments composés



Matières premières ⁽¹⁾	1988	1997	2000	2003
Total matières premières	5 046	9 082	10 180	11 175
Céréales	5 046	9 082	10 180	11 175
<i>dont blé tendre</i>	1 971	5 078	6 174	6 169
<i>maïs</i>	2 293	2 743	2 810	2 939
Co-produits de transformation	2 812	2 678	2 581	2 355
<i>dont sons et issues</i>	1 449	1 705	1 572	1 499
Tourteaux	3 616	5 105	5 564	5 911
<i>dont tourteaux de soja</i>	2 159	2 765	3 299	3 896
<i>tourteaux de colza</i>	575	846	932	920
Oléoprotéagineux	5 114	7 224	7 404	6 802
<i>dont pois</i>	1 218	1 511	1 248	506

(1) Aliments d'allaitement exclus.

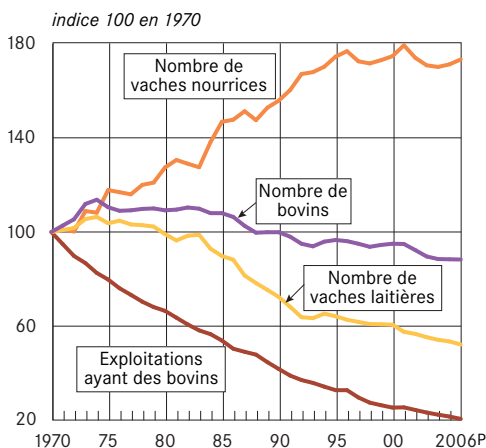
Source : Agreste - Enquête sur les matières premières utilisées pour la fabrication des aliments composés pour animaux.

Bovins

Depuis 1970, le nombre d'exploitations françaises détenant des bovins ne cesse de diminuer : elles ne sont plus que 217 000 en novembre 2006, soit près de cinq fois moins qu'en 1970. Le cheptel bovin, en hausse jusqu'en 1974, a amorcé ensuite un lent mouvement de repli, accentué à partir de la mise en place des quotas de production laitière en 1984. De 1983 à 1992, le cheptel de vaches laitières perd ainsi 35 % de ses effectifs, puis le rythme de la baisse se ralentit. À l'inverse, le cheptel de vaches nourrices augmente de 1,3 million de têtes, mais sans compenser la diminution du troupeau laitier. Après 2001, l'effectif de vaches nourrices amorce un repli, suite aux adaptations entraînées par Agenda 2000.

La diminution du nombre d'exploitations s'accompagne d'un agrandissement des troupeaux. En 2006, un élevage compte 87 bovins en moyenne contre 38 en 1983. De même, les troupeaux moyens laitier et allaitant doublent de taille : 39 vaches laitières en 2006 contre 17 en 1983 et 31 vaches nourrices contre 13. Les petits élevages disparaissent au profit d'unités plus importantes. Ainsi, en 2006, les exploitations laitières de plus de 30 vaches concentrent plus de 84 % des effectifs de vaches laitières contre 41 % seulement en 1983. De même, les troupeaux allaitants de plus de 30 vaches rassemblent 78 % des effectifs de vaches nourrices contre 36 % en 1983.

Élevages et effectifs bovins

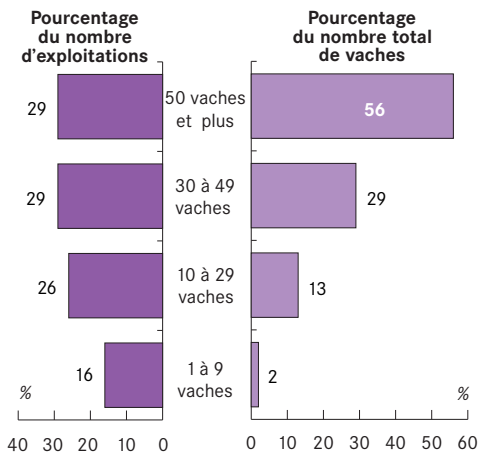


	1983 ⁽¹⁾	1990	2000	2006 ^P
Effectifs	<i>millier de têtes</i>			
Bovins	23 518	21 647	20 259	18 904
Vaches laitières	7 195	5 304	4 193	3 799
Vaches nourrices	2 901	3 753	4 314	4 077
Exploitations détenant des :	<i>millier d'exploitations</i>			
Bovins	612	458	282	217
Vaches laitières	427	227	128	97
Vaches nourrices	224	237	167	130
	<i>nombre moyen de têtes</i>			
Vaches laitières par exploitation	17	23	33	39
Vaches nourrices par exploitation	13	16	26	31

(1) Année précédant l'instauration des quotas laitiers.
Source : Agreste - Recensement, enquêtes structure et cheptel.

Structure des élevages de vaches

2006^P



	Vaches laitières		Vaches nourrices	
	1983 ⁽¹⁾	2006 ^P	1983 ⁽¹⁾	2006 ^P
	<i>millier de têtes</i>			
1 à 9 têtes	705,7	22,0	506,0	163,2
10 à 29 têtes	3 515,5	576,8	1 336,3	753,0
30 à 49 têtes	1 947,7	1 517,6	737,4	950,0
50 à 99 têtes	1 025,5	1 486,2	320,7	1 576,3
100 têtes et plus					196,4	634,6
Total	7 194,4	3 799,0	2 900,4	4 077,0

(1) Année précédant l'instauration des quotas laitiers.
Source : Agreste - Enquêtes cheptel.

Bovins

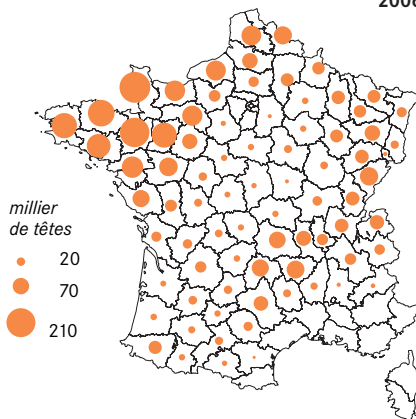
À partir de 1984, l'instauration des quotas limite la production française de lait de vache, mais la productivité laitière des vaches continue d'augmenter grâce à l'efficacité du schéma français d'amélioration génétique et au progrès des techniques d'élevage.

Aussi, le nombre de vaches laitières a diminué considérablement. De 1983 à 2006, il s'est réduit pratiquement de moitié, passant de 7,2 à 3,8 millions de têtes. Cette baisse a fortement touché les régions les moins spécialisées mais aussi les régions grandes productrices de lait, poudre et beurre (- 47 % pour la Bretagne et les Pays de la Loire). Par contre, les régions productrices de fromages sous signe officiel de qualité (Franche-Comté, Rhône-Alpes) sont moins affectées.

Depuis 1983, la diminution du troupeau laitier a libéré des surfaces que peut valoriser l'élevage bovin allaitant. C'est le cas dans les cinq régions qui regroupent ensemble 56 % des effectifs de vaches allaitantes : Midi-Pyrénées, Auvergne, Limousin, Pays de la Loire et Bourgogne. Toutefois, la croissance du troupeau allaitant, qui semble plafonner depuis 1997, n'a pas compensé la réduction du troupeau laitier. Après une période de repli de 2001 (4,2 millions de têtes) à 2004 (4 millions), le nombre de vaches allaitantes repasse à la hausse, atteignant 4,1 millions en 2006, ce qui pourrait aider à enrayer la baisse tendancielle de production.

Vaches laitières

2006P

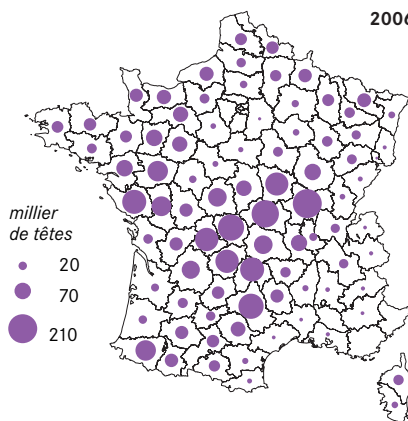


	1983 ⁽¹⁾	1990	2006 ^P	06/83 ^P
	millier de têtes			%
France	7 195	5 279	3 799	- 47
dont :				
Bretagne	1 331	963	712	- 47
Pays de la Loire	949	668	504	- 47
Basse-Normandie	801	640	456	- 43
Rhône-Alpes	478	390	281	- 41
Auvergne	421	336	244	- 42
Lorraine	336	280	195	- 42
Nord - Pas-de-Calais	380	267	187	- 51
Franche-Comté	295	256	192	- 35
Midi-Pyrénées	368	227	160	- 56
Autres régions	1 835	1 251	866	- 53

(1) Année précédant l'instauration des quotas laitiers.
Source : Agreste - Enquêtes cheptel.

Vaches nourrices

2006P



	1983 ⁽¹⁾	1990	2006 ^P	06/83 ^P
	millier de têtes			%
France	2 901	3 659	4 077	41
dont :				
Pays de la Loire	329	418	459	40
Auvergne	296	385	457	54
Limousin	379	431	455	20
Midi-Pyrénées	337	438	454	35
Bourgogne	373	426	448	20
Aquitaine	237	253	258	9
Poitou-Charentes	156	213	216	39
Centre	168	185	195	16
Rhône-Alpes	91	134	159	74
Autres régions	534	777	976	83

(1) Année précédant l'instauration des quotas laitiers.
Source : Agreste - Enquêtes cheptel.

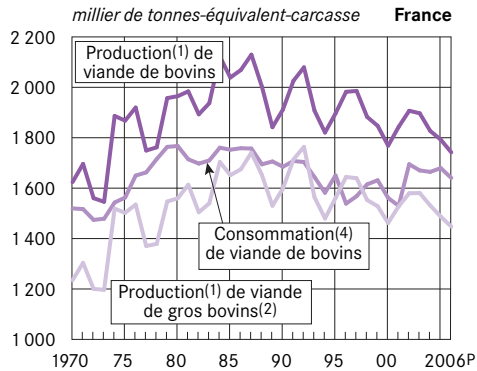
Bovins

En 2006, la production française de viande bovine diminue à nouveau de 2,8 %, avec 1,7 million de tonnes-équivalent-carcasse (tec), poursuivant la tendance observée depuis 2002. En 2006, la baisse de production a particulièrement concerné les génisses et les veaux.

Avec 1,6 million de tec, la consommation de viande bovine (gros bovin et veau) est restée relativement ferme en 2006, même si elle a baissé de 2,3 % par rapport à 2005. Elle n'est inférieure que de 3,2 % à son niveau élevé de 2002. Avec une baisse de la production plus marquée que celle de la consommation, les importations progressent de 3,6 % par rapport à 2005 tandis que les exportations se maintiennent à 506 000 tonnes, grâce à la demande soutenue de l'Italie (+ 2,8 %). Ce pays, qui importe des brouillards pour les engraisser, est toujours le principal client de la France en vif, avec 92 % du total des bovins vivants exportés. Les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Espagne sont les trois principaux fournisseurs de viande de la France.

En 2005, la production de l'Union européenne à 25 est estimée à moins de 8 millions de tec. Quatre pays fournissent 58 % de la production de viande bovine de l'UE en 2005 : la France (23 %), l'Allemagne (16 %), le Royaume-Uni (9,8 %) et l'Italie (9 %).

Production, échanges, consommation de viande bovine



France	1990	2000	2005	2006 ^P
<i>millier de tonnes-équivalent-carcasse</i>				
Production(1)	1 912	1 768	1 792	1 742
gros bovins(2)	1 599	1 462	1 487	1 448
veaux	313	307	305	294
Importations(3)	433	347	391	405
Exportations(3)	618	555	504	506
Consommation(4)	1 685	1 561	1 680	1 640
Variation des stocks	+ 42,0	- 56,7	0,0	0,0
<i>kg-équivalent-carcasse</i>				
Consommation par habitant	29,8	25,7	26,8	26,0
%				
Taux d'auto-provisionnement	113,5	113,3	106,7	106,2

Champ : France y compris les Dom à partir de 1997.

(1) Production indigène brute.

(2) Animaux de plus de 220 kg jusqu'en 1992, de plus de 300 kg depuis 1993.

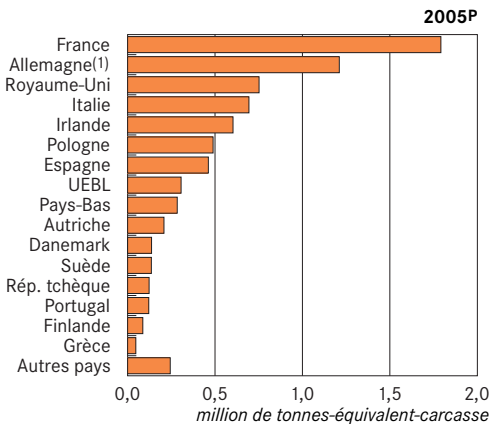
(3) Animaux vivants et viande.

(4) Consommation indigène brute.

Sources : Agreste, Douanes, Office de l'élevage.

Production de viande bovine dans l'Union européenne à 25

(Production indigène brute)



(1) L'ex-RDA est comprise depuis 1991.

Source : Eurostat, estimations Agreste.

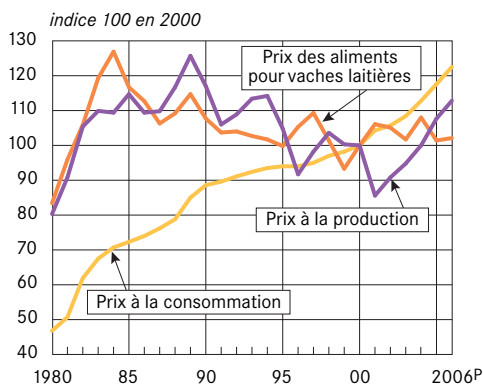
	1990	2000	2004	2005 ^P
<i>millier de tonnes-équivalent-carcasse</i>				
UE à 25	...	...	8 255^e	7 694^e
dont UE à 15	...	7 362	7 388 ^e	6 839 ^e
dont France	1 912	1 769	1 812	1 792
Allemagne(1)	1 676	1 369	1 349	1 211
Italie	919	894	915	694
Royaume-Uni	987	700	694	752 ^e
Espagne	499	620	640	462 ^e
Irlande	569	641	598 ^e	603 ^e
Pays-Bas	468	438	298 ^e	284 ^e
UE25	326	311	316	306
Pologne	...	...	500 ^e	489 ^e
Autriche	...	215	212	208
Danemark	202	156	151	137
Suède	...	151	142 ^e	136 ^e
Portugal	112	98	118 ^e	121 ^e
République tchèque	...	...	115	123
Finlande	...	91	93	87 ^e
Grèce	66	46	51	47
Autres pays	...	...	251	244

Bovins

En 2006, les prix de la viande de bœuf progressent par rapport à 2005. Les prix à la production augmentent de 4,7% en une année et de 32% par rapport à leur bas niveau de 2001. Les prix à la consommation sont supérieurs de 4,2% à ceux de l'année précédente ; ils ont augmenté de 38% en 16 ans, soit une hausse moyenne annuelle de +2%. Durant la décennie 1990, l'augmentation quasi continue des prix à la consommation contrastait avec la tendance de baisse des prix à la production, marquée notamment par les deux crises bovines de 1996 et de 2000. Depuis 2002, les prix à la production augmentent nettement, conséquence de la réduction de l'offre de viande bovine en France et dans l'Union européenne, et de la politique communautaire de soutien des marchés. Les prix des aliments pour gros bovins progressent peu ; quand ils baissent, il n'y a pas de report sur les prix à la consommation.

Les cours à la production du veau de boucherie ont retrouvé en 2006 un niveau élevé, supérieur à celui observé en 2004. La baisse de l'offre, plus forte sur la deuxième moitié de l'année, a nécessité un recours accru aux importations et a joué sur l'augmentation des prix. Les prix à la consommation, eux, poursuivent leur progression, de même que les prix des aliments pour veaux.

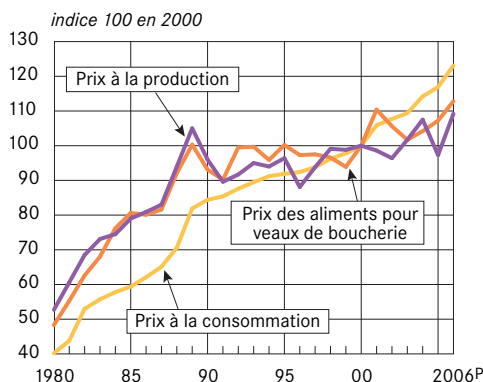
Prix dans le secteur gros bovin



	1990	2000	2005	2006 ^P
Indices	<i>indice 100 en 2000</i>			
Prix à la production des gros bovins	117,0	100,0	107,7	112,8
Prix des aliments pour vaches laitières	107,7	100,0	101,4	102,1
Prix à la consommation de viande de bœuf	88,6	100,0	117,6	122,5
Prix	<i>euro par kg vif</i>			
Prix des gros bovins ⁽¹⁾	1,81	1,50	1,60	1,68

(1) Moyenne pondérée sur les marchés de référence.
Sources : Insee - Ippap, Ipampa, IPC ; Office de l'élevage.

Prix dans le secteur du veau de boucherie



	1990	2000	2005	2006 ^P
Indices	<i>indice 100 en 2000</i>			
Prix à la production des veaux de boucherie	96,0	100,0	97,3	109,2
Prix des aliments pour veaux de boucherie	93,1	100,0	107,2	112,8
Prix à la consommation de viande de veau	84,4	100,0	116,9	123,1
Prix	<i>euro par tête</i>			
Prix du veau de 8 jours ⁽¹⁾	169	177	186	201
	<i>euro par kg net</i>			
Prix du veau de boucherie	5,74 ⁽²⁾	5,31	5,13	5,74

(1) Destiné à l'élevage de veau de boucherie.

(2) Valeur 1990 rétropolée. Il y a eu un changement de série dans la cotation du veau de boucherie, qui est passée d'une cotation par kg vif à une cotation par kg net (carcasse).

Sources : Insee - Ippap, Ipampa, IPC ; Office de l'élevage.

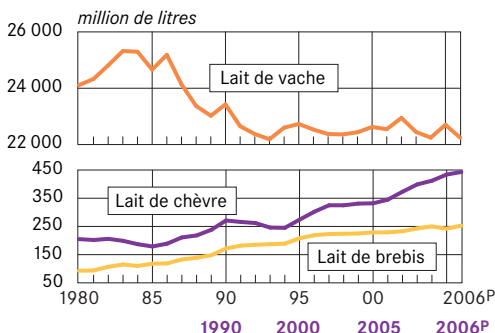
Lait et produits laitiers

La campagne laitière française s'est à nouveau soldée par un déficit par rapport aux quotas autorisés au cours de la période d'avril 2005 à mars 2006 : 345 milliers de tonnes, contre 260 milliers de tonnes lors de la campagne précédente.

Après une hausse de 2% en 2005, la collecte de lait de vache reculerait de 2% en 2006. Des conditions climatiques défavorables et des difficultés de renouvellement du cheptel de vaches laitières liées à une accélération des cessations d'activité expliqueraient cette tendance. La nouvelle campagne 2006-2007 se solderait par un déficit record, accentué, il est vrai, par la prise en compte de la hausse de 0,5% de la quantité nationale de référence accordée à la France dans le cadre de la nouvelle Politique Agricole Commune (PAC) de 2003. Les collectes de lait de chèvre et de brebis sont nettement plus dynamiques. Celle de chèvre, à 443 millions de litres, continuerait de progresser en 2006 (+ 2%, après + 5,3% en 2005) et la collecte de brebis, qui s'établit à 253 millions de litres, repart à la hausse en 2006 (+ 4,3%), après un recul de près de 3% en 2005.

En 2005, les effectifs de vaches laitières ont fléchi à nouveau (- 1,2%), pour passer sous la barre des 4 millions de têtes. La diminution du nombre d'éleveurs se poursuit à nouveau en 2005 (- 4,9%), pour s'établir à moins de 98 000 producteurs livrant à l'industrie laitière.

Collecte de lait



	1990	2000	2005	2006P
Lait de vache	23 425	22 625	22 702	22 248
Lait de chèvre	271	332	434	443
Lait de brebis	172	229	242	253

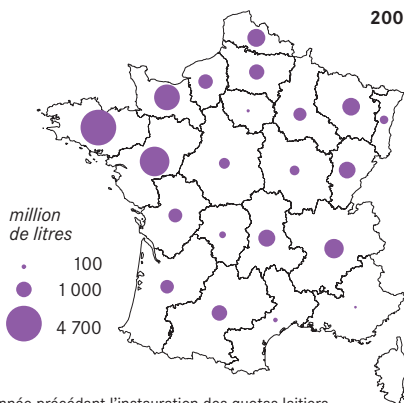
Source : Agreste - Enquête mensuelle laitière, Office de l'élevage-Scees 2006, enquête annuelle laitière pour les autres années.

Producteurs livrant du lait de vache à l'industrie laitière

	1983(1)	2000	2004	2005
	<i>millier de producteurs</i>			
Bretagne	66,1	22,1	19,1	18,3
Pays de la Loire	49,8	15,6	13,7	13,1
Basse-Normandie	39,8	13,2	10,9	10,4
Rhône-Alpes	36,2	10,6	8,9	8,5
Auvergne	25,2	9,1	7,9	7,4
Franche-Comté	13,1	5,9	5,3	5,1
Nord - Pas-de-Calais	13,9	6,2	5,3	5,1
Midi-Pyrénées	17,9	5,9	5,0	4,7
Lorraine	14,4	5,3	4,6	4,5
Aquitaine	19,3	4,6	3,7	3,4
Haute-Normandie	11,5	4,1	3,5	3,3
Picardie	10,5	3,9	3,4	3,2
Champagne-Ardenne	21,0	3,3	2,7	2,6
Poitou-Charentes	8,6	3,1	2,7	2,5
Autres régions	37,6	7,5	6,2	5,9
France	384,9	120,4	103,0	98,0

(1) Année précédant l'instauration des quotas laitiers.
Source : Agreste - Enquête annuelle laitière.

Livraisons de lait de vache à l'industrie laitière



	1983(1)	2000	2004	2005
	<i>million de litres</i>			
Bretagne	5 566	4 712	4 613	4 718
Pays de la Loire	3 716	3 296	3 236	3 300
Basse-Normandie	2 803	2 486	2 455	2 477
Rhône-Alpes	1 427	1 421	1 392	1 433
Nord - Pas-de-calais	1 226	1 224	1 215	1 220
Lorraine	1 313	1 211	1 176	1 202
Auvergne	1 031	1 075	1 066	1 090
Franche-Comté	1 099	1 099	1 060	1 079
Midi-Pyrénées	1 048	879	871	916
Picardie	1 014	916	880	883
Haute-Normandie	938	804	809	808
Poitou-Charentes	896	697	701	730
Aquitaine	805	696	675	704
Champagne-Ardenne	764	670	665	671
Autres régions	1 674	1 440	1 434	1 470
France	25 320	22 625	22 248	22 702

(1) Année précédant l'instauration des quotas laitiers.
Livraisons selon la région de localisation des producteurs.
Source : Agreste - Enquête annuelle laitière.

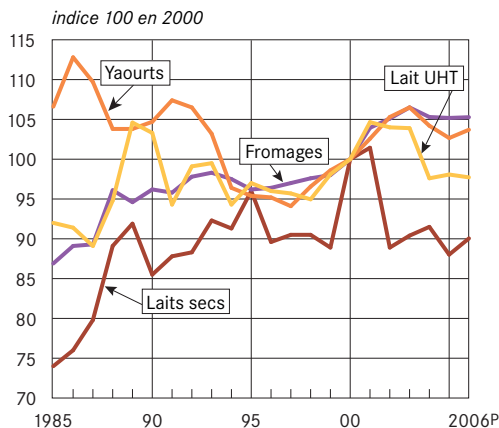
Lait et produits laitiers

Après plusieurs années de baisse, les prix à la production des produits laitiers transformés se stabilisent en 2006 (-0,1%).

Les prix des produits laitiers de grande consommation se reprennent, mais à un rythme modéré: +1,5% pour les desserts lactés frais, +1% pour les yaourts et +0,4% pour les laits liquides. Ces prix bénéficient de la fermeté de la consommation intérieure et du dynamisme de la demande mondiale. Comme en 2005, les prix à la production des fromages se stabilisent en 2006 (+0,1%). La situation est contrastée pour les produits laitiers industriels. Le prix à la production du beurre fléchit à nouveau (-1,8%), dans un contexte de diminution du prix de l'intervention. Le marché mondial des poudres est porteur en 2006. Il entraîne une forte hausse des cours mondiaux, se répercutant sur le prix national: l'indice des prix à la production des laits secs progresse de 2,3%. En revanche, la suppression de l'aide à la fabrication de la caséine pénalise son cours, entraînant une chute de 8% de l'indice des prix des caséines et caséinates.

Dans ce contexte, le maintien des prix des produits laitiers n'a pas d'effet positif sur l'indice du prix du lait de vache à la production, qui est de nouveau en baisse en 2006 (-3,3%, après -2,1% en 2005), parallèlement à la mise en place de l'aide directe laitière. En moyenne annuelle, le prix du lait standard payé aux producteurs laitiers se situe à 0,27 €/l en 2006.

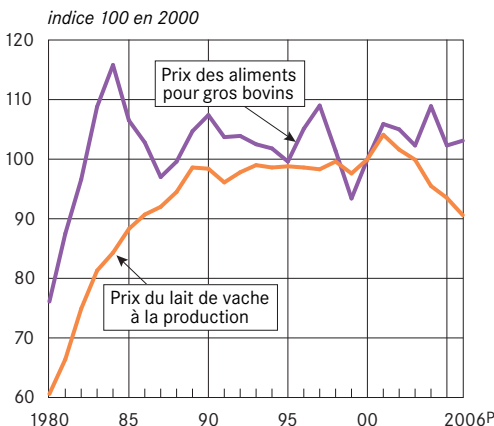
Prix à la production des produits laitiers transformés



	1990	2000	2005	2006 ^P
indice 100 en 2000				
Laits liquides	102,1	100,0	99,4	99,7
dont : UHT	103,3	100,0	98,1	97,7
Produits frais	107,3	100,0	99,1	100,3
dont : yaourts	104,7	100,0	102,7	103,7
desserts lactés frais	113,1	100,0	92,0	93,4
Beurre	93,8	100,0	98,5	96,8
Fromages (tous laits)	96,2	100,0	105,2	105,3
Laits secs	85,5	100,0	88,0	90,1
Caséine et caséinates	72,1	100,0	122,4	112,6
Total produits laitiers	96,6	100,0	101,2	101,1

Source : Insee - IPVI.

Prix du lait et des aliments pour gros bovins



	1990	2000	2005	2006 ^P
indice 100 en 2000				
Prix du lait de vache à la production (IPPAP)	99,6	100,0	93,5	90,4
Prix des aliments composés pour gros bovins (IPAMPA)	108,2	100,0	102,3	103,1
indice 100 en 1998				
Prix du lait et crème à la consommation (IPC)	93,6	103,1	113,3	113,6
euro/litre				
Prix du lait de vache standard à la production	0,290	0,297	0,280	0,270
Prix moyen du lait à la production	0,300	0,312	0,295	0,283
Prix de vente au détail du lait UHT	0,64	0,62	0,66	0,66

Source : Insee - Agreste.

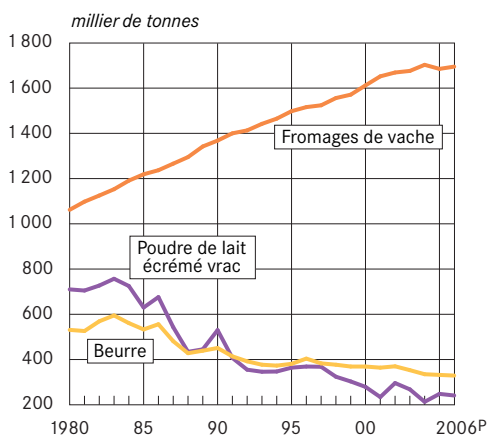
Lait et produits laitiers

Soutenues par une demande extérieure dynamique et une consommation intérieure ferme, les fabrications de produits laitiers de grande consommation sont bien orientées en 2006. Les fabrications de fromages de lait de vache (sauf fondus) progressent de 0,6% en 2006. La croissance des fabrications de fromages de chèvre et de brebis reste très soutenue, avec des hausses de plus de 6%. Les fabrications de yaourts et laits fermentés continuent de progresser (+1,9%) et celles des desserts lactés frais, s'accroissent de 2,2% en 2006. En revanche, les fabrications de laits liquides conditionnés reculent à nouveau en 2006 (-1,1%), malgré la reprise des exportations.

Les produits laitiers industriels pâtissent des disponibilités laitières limitées, malgré un marché mondial porteur. En dépit de cours mondiaux élevés, les fabrications de poudres de lait écrémé reculent de 3% en 2006 et celles de poudres de lait entier chutent de près de 18%. La production de beurre continue à diminuer (-1,1%). Les autres produits industriels sont également mal orientés: diminution pour les fabrications de caséines et caséinates (-25%) et pour celles de poudre de lactosérum (-4,2% en 2006).

L'excédent commercial français des produits laitiers recule de 2,7% en 2006, en raison d'une forte reprise des importations (+5,8%), alors que les exportations, alimentées par une demande extérieure soutenue, progressent de 1,2%, mais à un rythme moins élevé qu'en 2005.

Fabrication de produits laitiers



	1990	2000	2005	2006P
	millier de tonnes			
Laits conditionnés ⁽¹⁾	3 781	3 894	3 836	3 794
dont : UHT ⁽¹⁾	3 110	3 441	3 504	3 536
Yaourts et laits fermentés	951	1 336	1 523	1 552
Desserts lactés frais	334	519	584	597
Beurre	451	369	332	329
Fromages de vache				
Ensemble sauf fondus	1 368	1 612	1 685	1 695
dont : fromages frais	458	568	631	632
Fromages fondus	104	140	125	123
Poudre de lait écrémé vrac ⁽²⁾	530	279	248	241
Produits dérivés				
Poudre de lactosérum	416	606	614	588
Caséinates et caséines	27	52	55	41

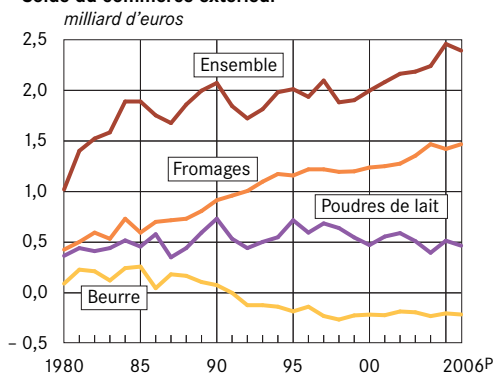
(1) En poids (1 million de litres = 1,03 million de tonnes).

(2) Livraisons de l'année (y compris rééquilibrage).

Source : Agreste - Enquêtes annuelles laitières, enquête mensuelle laitière Onilait - Scees pour 2006.

Commerce extérieur des produits laitiers

Solde du commerce extérieur



Champ : France y compris les Dom à partir de 1997.

(1) Conditionnés et vrac (y compris aromatisés).

(2) Y compris beurre anhydre de crème (MGLA) converti en équivalent beurre.

(3) Y compris fondus.

Source : Douanes.

	1990		2006P	
	Export	Import	Export	Import

QUANTITÉ

	millier de tonnes			
Laits liquides ⁽¹⁾	578	229	900	457
Beurre ⁽²⁾	105	74	43	140
Fromages tous laits ⁽³⁾	341	101	581	235
Poudre de lait conditionnée	122	4	96	19
Poudre de lait vrac	228	18	152	49

VALEUR

	million d'euros			
Laits liquides ⁽¹⁾	218	90	343	225
Beurre ⁽²⁾	274	199	129	343
Fromages ⁽³⁾	1 329	415	2 286	818
Poudre de lait conditionnée	307	11	280	43
Poudre de lait vrac	472	37	326	98

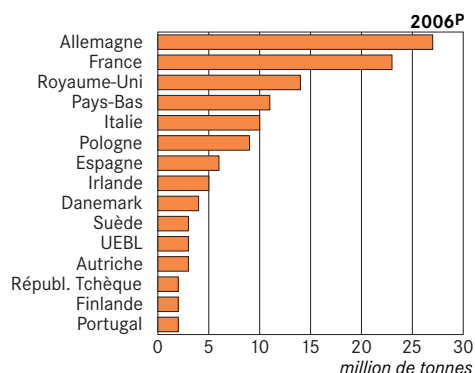
Lait et produits laitiers

La collecte de lait de vache de l'Union européenne à 25 (130,3 millions de tonnes) se replie de 0,8% en 2006. La collecte des deux premiers producteurs européens baisse : - 2% en France et - 1,8% en Allemagne. Elle est également mal orientée en Espagne (- 2,6%), en Italie (- 1,9%) et au Royaume-Uni (- 0,8%). En revanche, elle progresse en Irlande (+ 3,3%) et aux Pays-Bas (+ 2,4%). En Pologne, la collecte se modère.

Sur le marché des produits laitiers, la demande européenne et internationale reste soutenue pour les produits de grande consommation : les fabrications de fromages de vache sont bien orientées en 2006 : + 7,1% pour les Pays-Bas, + 3,7% pour l'Allemagne et + 0,6% pour la France. La croissance des laits fermentés est également dynamique. La faiblesse des disponibilités en lait entraîne une forte baisse des fabrications de beurre et de poudres de lait écrémé, malgré un marché mondial favorable. Les fabrications de beurre chutent de plus de 3% en Allemagne et en France. Le recul est plus marqué en Pologne (- 8%) et au Royaume-Uni (- 9%). Les fabrications de poudres de lait écrémé sont également orientées à la baisse, en France (- 3%) et surtout en Allemagne (- 26%).

Quant aux stocks publics communautaires, le niveau élevé des cours mondiaux et la faiblesse de la production ont limité l'intervention publique en 2006. Les stocks publics de beurre se sont nettement réduits et ceux de poudre de lait écrémé sont désormais inexistants.

Collecte européenne de lait de vache



Source : Eurostat, Agreste.

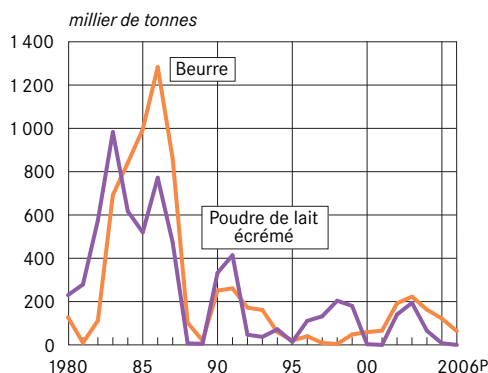
Fabrication de produits laitiers en Europe

2006P	Collecte de lait de vache	Beurre + MGLA(1)	Poudre de lait écrémé	Fromages de vache
millier de tonnes				
Allemagne	26 821	438	191	1 995
France	22 915	409	267	1 695
Royaume-Uni	13 920	118	...	397
Pays-Bas	10 655	106	...	712
Italie	9 936	112	0	1 033
Pologne	8 813	159	124	584
Espagne	5 759	45	1	135
Irlande	5 229	143	69	...
Danemark	4 492	38	27	335
Suède	3 130	30	13	118
Belgique	2 847	99	65	63
Autriche	2 672	32	4	148
Républ. Tchèque	2 393	41	19	113
Finlande	2 348	57	18	100
Portugal	1 851	29	7	56
UE à 25	130 393	...	...	...
dont UE à 15	113 561	...	...	...

(1) MGLA : matière grasse laitière anhydre.

Source : Eurostat, Agreste.

Stocks publics communautaires(1)



(1) Stocks au 31 décembre et UE à contour évolutif.
Source : Eurostat.

	1990	2000	2005	2006P
millier de tonnes				
Beurre				
Espagne	...	...	35	25
Irlande	83	24	67	13
Portugal	...	...	9	8
Italie	...	...	6	4
Royaume-Uni	24	10	0	3
Pologne	...	...	1	3
France	16	0	2	2
Allemagne	28	1	0	2
Pays-Bas	58	0	0	2
Autres pays	42	24	2	3
UE à 25	251	59	121	64
Poudre de lait écrémé				
Royaume-Uni	7	3	6	0
Irlande	92	0	2	0
Allemagne	174	0	0	0
France	21	0	0	0
Pays-Bas	3	0	0	0
Autres pays	36	0	0	0
UE à 25	333	3	8	0

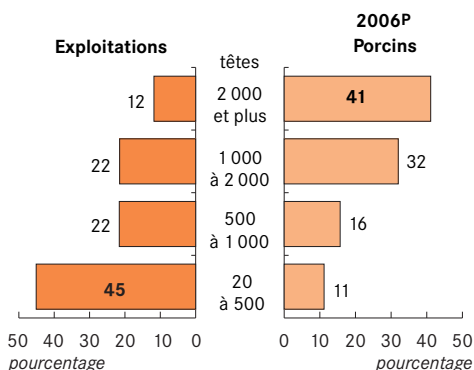
Porcins

En 2006, le cheptel porcin français compte 15 millions de têtes, dont un million de truies-mères. De 1988 à 2006, malgré une inflexion en fin de période, le cheptel a progressé vivement (+ 23%) alors que 78% des exploitations ont disparu.

La production se concentre dans les grandes exploitations : le nombre d'élevages de plus de mille porcins a plus que doublé en dix-huit ans. En 2006, ils regroupent 73% du cheptel contre moins d'un tiers en 1988. Le nombre d'élevages de plus de deux mille porcins a été multiplié par quatre entre ces deux dates. À l'inverse, les unités de moins de vingt animaux sont de moins en moins nombreuses. Elles représentent encore 60% des exploitations porcines mais possèdent seulement 0,4% du cheptel. En Bretagne, la concentration de l'élevage est particulièrement forte : 79% des porcs sont détenus par des unités de plus de mille animaux. Les élevages de moins de vingt porcins rassemblent moins de 0,5% du cheptel breton.

Le Grand Ouest reste la principale zone d'élevage avec 72% du cheptel. La Bretagne (57%), devance largement les Pays de Loire (11%) et la Basse-Normandie (4%). La part de ces régions dans les effectifs français est passée de 53% à 72% en 27 ans. Dans les autres régions, le nombre de porcins baisse, ou se stabilise : Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais et Aquitaine détiennent chacune 3% du cheptel porcin.

Structure des élevages porcins



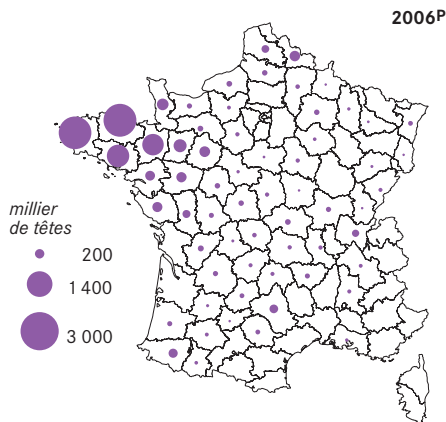
Champ : exploitations ayant au moins 20 porcs (en 2006, les exploitations inférieures à ce seuil représentent 60% des exploitations, mais seulement 0,4% du cheptel total).

Porcins	1988		2006P	
	millier d'expl.	millier de têtes	millier d'expl.	millier de têtes
0 - 19	137,3	354	22,1	66
20 - 499	25,1	4 075	6,7	1 674
500 - 999	5,6	3 864	3,2	2 353
1 000 - 1 999	1,9	2 516	3,2	4 779
2 000 ou plus	0,4	1 404	1,8	6 137
Total	170,3	12 213	37,0	15 009
Truies				
0 - 4	13,4	26	2,0	4
5 - 49	15,1	306	1,7	35
50 - 99	6,5	440	1,8	140
100 - 199	2,0	253	3,1	452
200 ou plus	0,5	161	1,7	633
Total	37,4	1 187	10,3	1 264

Champ : toutes exploitations.

Source : Agreste - Recensement agricole, enquête cheptel.

Localisation des porcins



	1979	1988	2000	2006P
	millier de têtes			
France	11 132	12 213	14 870	15 009
dont Bretagne	4 897	6 183	8 161	8 606
Pays de la Loire	790	1 108	1 725	1 682
Basse-Normandie	226	394	589	581
Nord - Pas-de-Calais	950	674	525	502
Midi-Pyrénées	697	604	551	488
Aquitaine	468	500	503	461

Champ : toutes exploitations.

Source : Agreste - Recensements agricoles, enquête cheptel.

Porcins

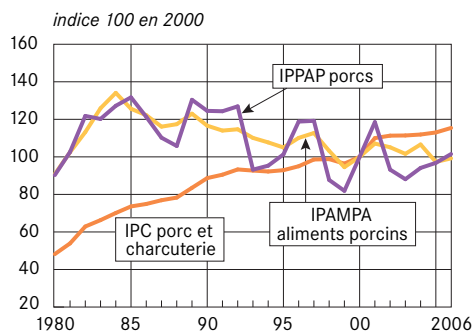
En 2006, le cours du porc charcutier classe E (voir glossaire) est resté élevé tout au long de l'année à 1,42 €/kg en moyenne. Supérieur de 4 % au cours moyen des cinq dernières années, il est toutefois redescendu en fin d'année. Début 2007, il reste difficile d'évaluer l'impact du changement récent de la grille de classement des carcasses (décembre 2006) sur l'évolution du prix.

En moyenne annuelle, le prix de l'aliment pour porcins remonte de 2 % après une baisse de 9 % l'année précédente. L'évolution mensuelle est plus heurtée: le pic en mai 2004 est suivi d'une baisse continue jusqu'en octobre 2005 puis d'un redressement réel à partir du deuxième semestre 2006. La production d'aliments composés pour porcins diminue de 3 % sur l'année. Les prix à la consommation poursuivent leur progression: + 2,2 % pour l'année 2006 et + 15 % de 2000 à 2006.

La consommation de viande porcine (34,5 kg par habitant) est quasiment stable par rapport à l'année passée, après avoir baissé de 8 % en 7 ans. Après une amélioration du solde du commerce extérieur de viande porcine en 2005, l'excédent se dégrade en 2006 (- 15 %). Les exportations sont quasiment au même niveau alors que les importations progressent (+ 4 %).

En 2005, la production de l'UE à 25 atteint 21,6 millions de tonnes, 15 % étant réalisée par les États membres entrés dans l'UE en 2004. La production de l'UE à 15 a progressé de 1 % en 2006, tandis que la production française perdait 0,7 %.

Prix dans le secteur porcine



	1990	2000	2005	2006 ^P
	<i>euro/kg-carcasse</i>			
Prix du porc classe E ⁽¹⁾	1,77	1,40	1,35	1,41
	<i>indice 100 en 2000</i>			
IPPAP porc	124,5	100,0	96,8	101,5
IPAMPA alim. porcins	116,6	100,0	97,3	99,2
IPC porc et charcuterie	88,7	100,0	113,0	115,4

Sources : Agreste, Insee.

Production européenne de viande porcine

	1990	2000	2004	2005 ^P
	<i>millier de tec</i>			
UE à 25	...	...	21 499	21 599
UE à 15	...	17 596	18 196	18 402
dont Allemagne	3 142 ⁽²⁾	3 881	4 072	4 287
Espagne	1 772	2 957	3 234	3 230
France	1 817	2 311	2 329	2 313
Pologne	...	...	1 917	1 935
Danemark	1 208	1 677	1 887	1 912
Italie	1 211	1 401	1 533	1 474
Pays-Bas	1 904	1 769	1 819	1 865

(1) Voir glossaire « Classe E ».

(2) RFA seule.

Source : Eurostat.

Production, échanges, consommation de viande porcine

	1990	2000	2005	2006 ^P
	<i>millier de tec^(*)</i>			
Production ⁽¹⁾	1 727	2 311	2 313	2 304
Importations ⁽²⁾	507	528	518	526
Exportations ⁽²⁾	223	654	672	625
Consommation ⁽³⁾	2 011	2 191	2 158	2 163
	<i>kg-équivalent-carcasse</i>			
Consommation par habitant	35,4	36,1	34,4	34,3
	%			
Taux d'auto-approvisionnement	85,9	105,4	106,5	107,3

Champ : France y compris les Dom à partir de 1996.

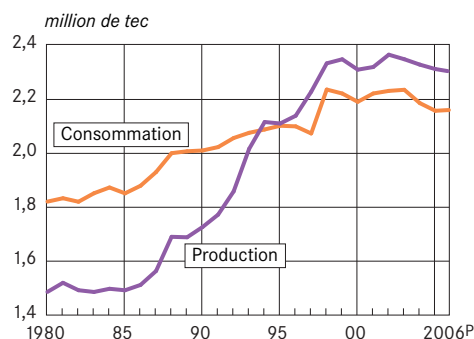
(1) Production indigène brute.

(2) Animaux vivants et viandes.

(3) Consommation indigène brute.

(*) Tonne équivalent carcasse.

Sources : Agreste, Douanes.



Ovins

En novembre 2006, le cheptel ovin poursuit son érosion tendancielle, avec un nombre de brebis en baisse de 2,7%. Le nombre d'ovins se réduit de 1,5% en Midi-Pyrénées, première région française, et de 10% dans le Limousin, troisième région. Les exploitations détenant des ovins sont de moins en moins nombreuses: - 10% en un an, - 30% en six ans. En 2007, la production devrait à nouveau se réduire: - 0,4% en 2006 et - 1,9% en moyenne annuelle depuis 1990. La consommation de viande ovine, tendancielllement en baisse, reste stable entre 2005 et 2006 malgré la hausse de 5% des prix au détail. Ce maintien de la consommation et la réduction de la production ont entraîné une légère hausse des importations en 2006 (+0,5%). Les importations restent élevées car le taux d'auto-apvisionnement est inférieur à 50%. Le Royaume-Uni reste le premier fournisseur de viande ovine de la France (58 000 tec soit 41% de nos achats), suivi de la Nouvelle-Zélande (32 000 tec soit 23%) et de l'Irlande (30 000 tec soit 21%), les arrivages en provenance de ce dernier pays ayant cependant baissé de 12% entre 2005 et 2006.

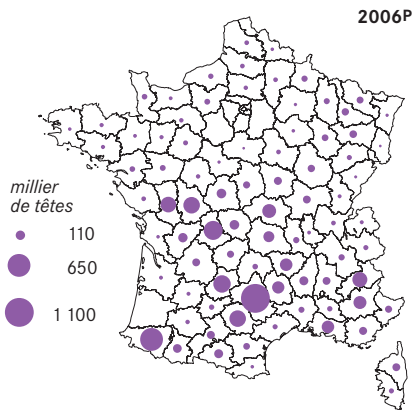
La faiblesse de l'offre intérieure et la demande étrangère relativement soutenue ont conduit à des cours à la production élevés en 2006: ainsi, avec 5,43€/kg net en moyenne, la cotation de l'agneau progresse de 4% par rapport à 2005.

Effectifs des ovins

	1979	1988	2000	2006 ^P
	<i>millier</i>			
Exploitations ayant des ovins	197,2	165,1	95,7	67,4
	<i>millier de têtes</i>			
Total ovins	12 969	11 499	9 416	8 494
<i>dont : brebis</i>	8 158	7 753	6 580	5 655
<i>nourrices</i>	...	6 581	5 200	4 370
<i>laitières</i>	...	1 172	1 380	1 285

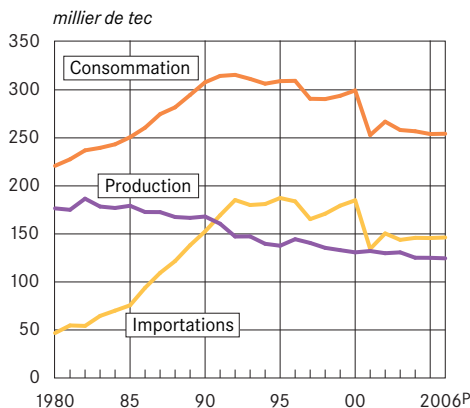
Effectifs ovins dans les principales régions

Midi-Pyrénées	2 620	2 422	2 355	2 143
Poitou-Charentes	1 613	1 469	908	807
Limousin	1 345	1 204	886	647
Prov.-Alpes-Côte d'Azur	924	842	796	899
Aquitaine	969	902	879	788
Auvergne	929	868	739	656



Source : Agreste - Recensements agricoles, enquête cheptel.

Production, échanges, consommation de viande ovine, prix



Champ : France y compris les Dom à partir de 1997.

(1) tec, tonne équivalent-carcasse.

(2) Production indigène brute.

(3) Animaux vivants et viandes.

(4) Consommation indigène brute.

Sources : Agreste, Douanes, Office de l'élevage.

	1990	2000	2005	2006 ^P
	<i>millier de tec⁽¹⁾</i>			
Production ⁽²⁾	168,1	130,8	125,1	124,6
Importations ⁽³⁾	152,6	185,0	145,7	146,3
Exportations ⁽³⁾	16,2	16,3	16,8	16,6
Consommation ⁽⁴⁾	307,9	299,4	254,0	254,3
	<i>kg-équivalent-carcasse</i>			
Consommation par habitant	5,4	4,9	4,1	4,0
	%			
Taux d'auto-apvisionnement	55	44	49	49
	<i>euro/kg-carcasse</i>			
Prix à la production des agneaux	3,34	4,23	5,22	5,43

Caprins

L'élevage caprin français se concentre et se professionnalise.

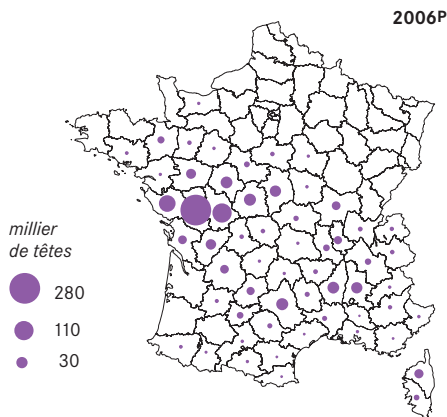
Le nombre des exploitations détenant des caprins continue de diminuer en 2006 (- 10 % par rapport à 2005). Elles sont sept fois moins nombreuses qu'en 1979 alors que le cheptel total caprin reste stable. La taille des élevages a été multipliée par 6 en 27 ans : ils comptent 47 chèvres et 22 autres caprins en moyenne par troupeau en 2006 contre un peu moins de 8 chèvres et autres caprins en 1979. Les troupeaux caprins tendent à disparaître dans les exploitations non spécialisées. Une multitude de petits troupeaux de moins de 10 chèvres ont disparu dans les zones difficiles, notamment en Rhône-Alpes. Des ateliers plus importants et spécialisés se sont mis en place.

Si le nombre de chèvres a diminué de 10 % entre 1979 et 2006, la production de lait trait a progressé, dans le même temps, de 390 à plus de 560 milliers de litres, signe de l'augmentation de la productivité. La fabrication de fromages est la principale valorisation du lait de chèvre.

L'élevage caprin est de plus en plus concentré dans les régions du Centre-Ouest. La région Poitou-Charentes détient encore 35 % des effectifs et fournit plus de la moitié du lait livré à l'industrie en France, soit 38 % de la production totale traitée en 2006. L'activité caprine progresse surtout dans les Pays de la Loire et plus modérément en Midi-Pyrénées. En Rhône-Alpes et dans le Centre, deux régions ayant une production fermière importante, les effectifs augmentent peu entre 2005 et 2006.

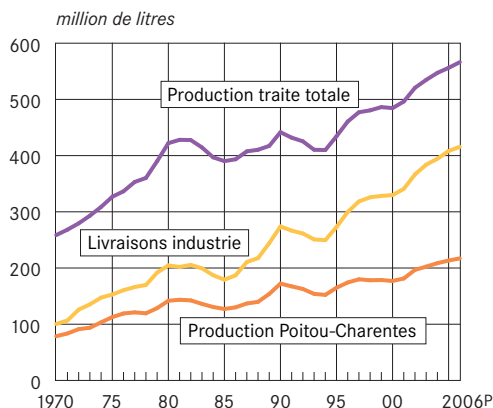
Effectifs des caprins

	1979	1988	2000	2006 ^P
<i>millier</i>				
Exploitations ayant des caprins	123,3	62,5	27,3	18,2
<i>millier de têtes</i>				
Total caprins	1 197	1 209	1 202	1 254
<i>dont : chèvres</i>	<i>950</i>	<i>889</i>	<i>841</i>	<i>856</i>
Effectifs caprins dans les principales régions				
Poitou-Charentes	365	394	404	457
Rhône-Alpes	219	173	146	156
Centre	137	148	154	148
Pays de la Loire	58	78	112	135
Midi-Pyrénées	57	72	97	107



Source : Agreste - Recensements agricoles, enquête cheptel.

Production de lait de chèvre



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle.

	1990	2000	2005	2006 ^P
<i>million de litres</i>				
Production traite totale	441,6	484,5	556,1	566,2
<i>dont : livrée à l'industrie</i>	<i>273,9</i>	<i>329,7</i>	<i>408,2</i>	<i>415,6</i>
Production de lait dans les principales régions				
Poitou-Charentes	172,3	177,0	213,3	217,2
Centre	58,6	66,8	69,9	71,1
Rhône-Alpes	66,3	60,7	66,2	67,4
Pays de la Loire	33,0	49,0	64,2	65,4
Midi-Pyrénées	20,8	34,1	43,0	43,8

Équidés

En 2005, le nombre d'équidés diminue, après une période de forte croissance de 1989 à 2000 (+ 35 % en 11 ans) puis une phase de relative stabilité entre 2000 et 2004. L'augmentation des années quatre-vingt-dix est due à la montée de la filière loisirs (+ 47 %) alors que la filière viande tendait à diminuer (- 14 %). Quatre régions (Basse-Normandie, Pays de la Loire, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées) regroupent plus de 40 % des chevaux de selle, sport, loisir et course. La Basse-Normandie se place au premier rang et a été désignée « Pôle de compétitivité filière équine » en 2005. Les chevaux lourds, destinés à la production de viande, sont surtout présents dans les zones de montagne des régions Auvergne, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Rhône-Alpes et Franche-Comté : 55 % des effectifs. Près de 44 % des ânes, mulets et bardots se trouvent dans les régions Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Basse-Normandie et Aquitaine.

La crise bovine de l'automne 2000 a relancé la consommation et la production de viande d'équidés en 2000 et 2001. Cette dernière a atteint un niveau record de 13,3 millions de tec en 2001. Cependant, dès 2002, avec le retour de la viande bovine, la consommation d'équidés retrouve son niveau antérieur puis diminue à nouveau. Elle perd 6 % en 2005 et 11 % en 2006. La production de viande d'équidés diminue également. Malgré une consommation réduite de 60 % depuis 1990, l'auto-approvisionnement reste limité à 42 % en 2006, les importations provenant de la Belgique et de l'Italie.

Production, échanges, consommation de viande de cheval

	1990	2000	2005	2006 ^P
	<i>millier de tec</i>			
Production ⁽¹⁾	10,2	11,7	10,0	9,7
Importations ⁽²⁾	51,4	31,5	32,1	30,2
Exportations ⁽²⁾	3,9	10,4	17,8	16,8
Consommation ⁽³⁾	57,7	32,8	24,3	23,1
	<i>kg-équivalent-carcasse</i>			
Consommation par habitant	1,0	0,5	0,4	0,4
	%			
Taux d'auto-approvisionnement	17,7	35,7	41,0	42,1

Champ : France y compris les Dom à partir de 1997.

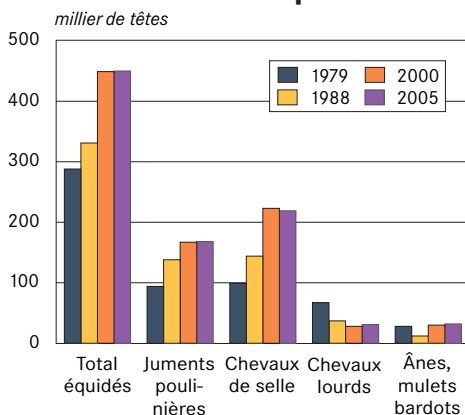
(1) Production indigène brute.

(2) Animaux vivants et viandes.

(3) Consommation indigène brute.

Sources : Agreste, Douanes.

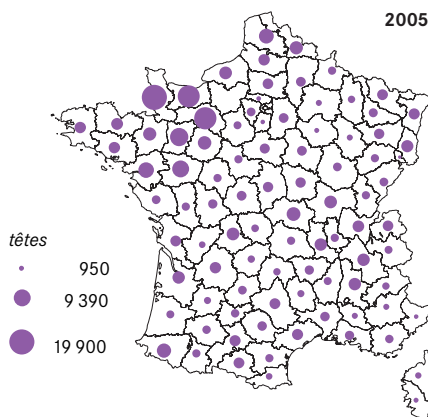
Effectifs des équidés



Champ : effectifs dans les exploitations agricoles.

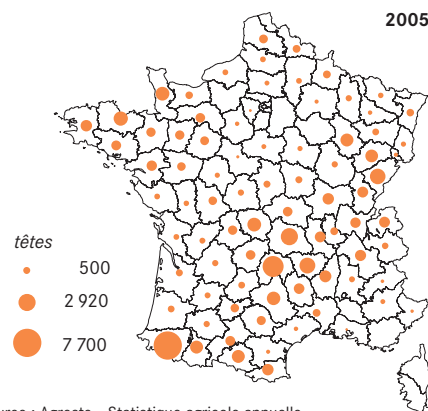
Source : Agreste - Recensements agricoles, statistique agricole annuelle.

Effectifs de chevaux de selle, sport, loisir et course



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle.

Effectifs de chevaux lourds



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle.

Aviculture

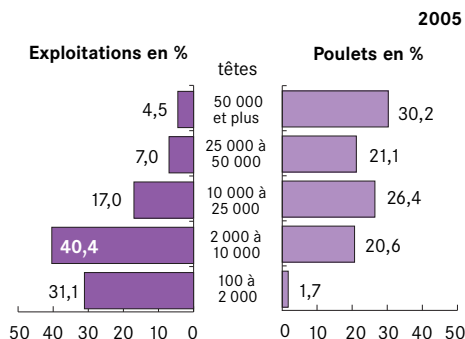
Le secteur de la volaille de chair s'est fortement développé entre 1988 et 2001, avant de régresser à partir de 2002. En effet, de 1988 à 2001, le cheptel de dindes s'est accru de 67 %, celui de canards de 63 % et celui de poulets de 21 %. En revanche, les effectifs de pintades et d'oies se sont repliés respectivement de 7 % et 26 %. Par la suite, entre 2001 et 2005, le recul des effectifs a concerné toutes les espèces.

La concentration structurelle des élevages s'est accentuée. En 2005, les élevages de plus de 10 000 dindes détiennent 65 % du cheptel total contre 43 % en 1988. Les trois quarts des canards sont élevés dans des exploitations de plus de 5 000 têtes, contre moins de la moitié en 1988. Pour le poulet, les très gros élevages (plus de 50 000 têtes) détiennent un quart des effectifs (16 % en 1988).

En 2005, la Bretagne reste, de loin, la première région pour le poulet (un tiers du cheptel français) et la dinde (43 %). Les Pays de la Loire sont au premier rang pour le canard à rôtir (59 %) et la pintade (39 %). En canard à gaver, l'Aquitaine et Midi-Pyrénées occupent toujours les deux premières places avec respectivement 52 % et 23 % du cheptel total, devant les Pays de la Loire (14 % des effectifs en 2005).

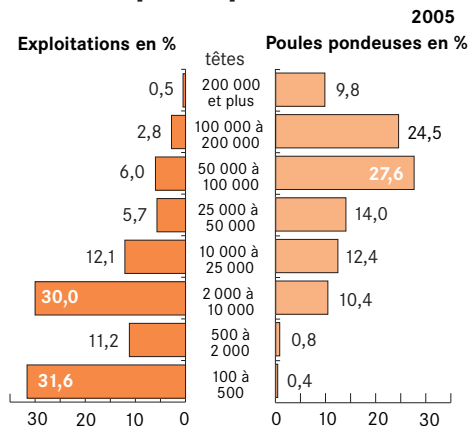
Le nombre de poules pondeuses d'œufs de consommation (43,9 millions de têtes en 2005) a légèrement régressé depuis 1988 (-3,4 %). Les élevages se sont concentrés. Ainsi, ceux de plus de 50 000 têtes détiennent 62 % du cheptel en 2005 contre un quart en 1988. En 2005, la Bretagne élève 41 % des poules pondeuses tout comme en 1988.

Structure des élevages de poulets de chair



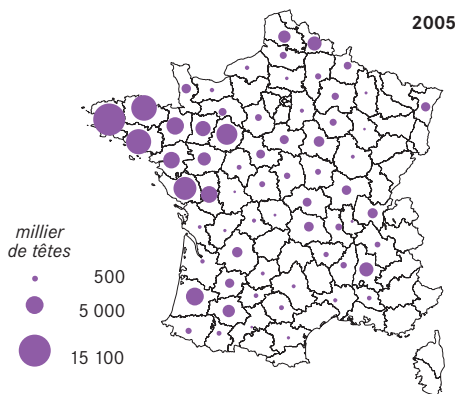
Champ : élevages d'au moins 100 têtes.
Source : Agreste - Enquête structure.

Structure des élevages de poules pondeuses



Champ : élevages d'au moins 100 têtes.
Source : Agreste - Enquête structure.

Localisation des poulets



Source : Agreste - Recensements agricoles, statistique agricole annuelle.

	1979	1988	2000	2005
France	78 046	106 985	126 297	116 968
dont :				
Bretagne	25 975	44 160	41 264	38 950
Pays de la Loire	13 260	17 600	28 521	24 650
Aquitaine	4 903	6 638	8 714	8 409
Rhône-Alpes	7 822	7 768	6 783	6 750
Nord - Pas-de-Calais	2 217	3 193	5 287	5 320
Poitou-Charentes	3 118	4 349	5 331	4 774
Centre	5 085	4 882	5 102	4 813

Aviculture

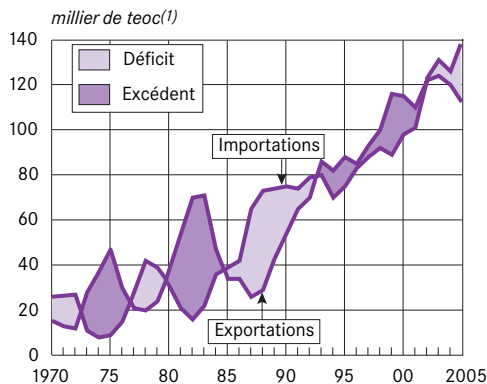
La crise de la grippe aviaire a relativement épargné le secteur de l'œuf de consommation malgré les difficultés d'écoulement des poules de réforme durant la période d'embargo commercial. Par contre, la production d'œufs à couver de poules a diminué de 15 % sous l'effet du net ralentissement des mises en place de poussins de chair.

En 2006, la production d'œufs de consommation est restée modérée en France comme dans l'UE. En France le repli atteint 2 % par rapport à 2005. Le prix à la production s'est nettement redressé par rapport à son faible niveau de 2005 (+ 14 %). Il est pratiquement équivalent à la moyenne des cinq années précédentes. Le prix de l'aliment pour poudeuses a augmenté de près de 2 % en 2006.

Les statistiques du commerce extérieur sont incomplètes, mais on peut toutefois estimer que le solde du commerce extérieur en volume, déjà largement déficitaire, s'est encore dégradé en 2006 du fait du repli des exportations et du développement des importations. Par contre, dans le secteur des ovoproduits alimentaires, l'excédent commercial en volume s'est nettement amplifié en 2006 : 31 000 téoc contre 11 500 téoc l'année précédente. En valeur, pour l'ensemble du secteur de l'œuf, le solde commercial de 2006 reste positif, bien qu'en repli par rapport à 2005.

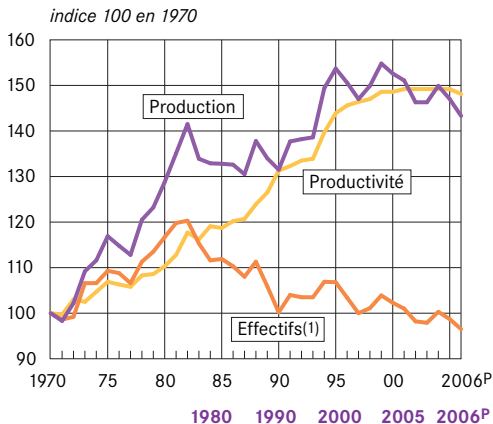
La consommation apparente de 2006 n'est pas calculable par bilan en raison des incertitudes sur les chiffres du commerce extérieur.

Commerce extérieur d'œufs de poule



(1) Tonne-équivalent-œuf-coquille.
Sources : Douanes, Agreste.

Effectifs de poules et production d'œufs



	1980	1990	2000	2005	2006 ^P
Effectifs de poules <i>million</i>					
Tous élevages ⁽¹⁾	72,6	62,3	63,6	61,4	60,0
Élevages intensifs	42,3	40,7	48,0	47,5	46,5
Production d'œufs <i>millier de teoc⁽²⁾</i>					
Tous élevages	853	895	1 039	1 001	976
Élevages intensifs	577	690	876	867	849
Productivité <i>œuf par poule</i>					
Tous élevages	199	237	269	269	268
Élevages intensifs	231	281	299	299	299

Champ : France y compris les Dom à partir de 1996.
(1) Y compris poules reproductrices.
(2) Tonne-équivalent-œuf-coquille.
Source : Agreste.

Production, échanges, consommation d'œufs

	1980	1990	2000	2005	2006 ^P
<i>millier de teoc⁽¹⁾</i>					
Production ⁽²⁾	853	895	1 039	1 001	976
Importations	31	75	98	140	///
Exportations	38	54	115	113	///
Utilisation totale	847	916	1 022	1 028	///
<i>dont consommation alimentaire</i>	...	842	937	953	///
<i>milliard d'œufs</i>					
Production ⁽²⁾	14,46	14,77	17,11	16,49	16,08
<i>œuf par habitant</i>					
Consommation alimentaire par habitant	...	244	254	249	///
Indices des prix (base 100 en 2000)					
Prix à la production	91,9	113,8	100	79,7	90,7
Prix à la consommation	57,7	93,4	100	105,7	103,5
Prix des aliments des poudeuses	92,9	121,7	100	99	101,9

Champ : France y compris les Dom à partir de 1996.
(1) Tonne-équivalent-œuf-coquille.
(2) Y compris œufs à couver et ovoproduits.
Sources : Agreste, Douanes.

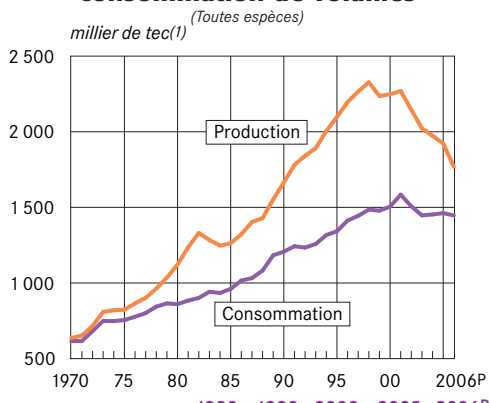
Aviculture

Le secteur de la volaille de chair souffre dès 2001 d'une baisse régulière de la production et des exportations. Cette tendance s'est nettement aggravée en 2006 en raison de l'apparition d'un cas d'influenza aviaire en France au mois de février. La filière a été confrontée à un tassement de la consommation mais surtout à une baisse des exportations, très marquée de mars à juin, en raison de l'embargo décrété par de nombreux pays. Cette perte de débouchés a entraîné un net repli de la production. Celle-ci, en recul de 17 % au deuxième trimestre, en glissement annuel, s'est ensuite progressivement redressée. Le repli annuel atteint 8 %. La baisse de production concerne toutes les espèces à l'exception du canard, stable.

La consommation apparente de viandes de volaille, mesurée par bilan, ne recule que de 1 % en 2006. Le prix à la production des volailles progresse en moyenne de près de 1 % par rapport à son faible niveau de 2005 alors que le prix des aliments s'est renchéri de 1,7 %.

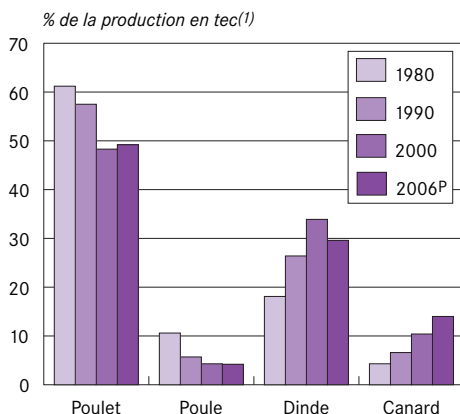
Le volume des exportations françaises de viandes et préparations de volailles recule en 2006 pour la huitième année consécutive (-19 % en un an et -42 % entre 1998 et 2006). En revanche, celui des importations progresse de 1 % en un an. Le repli de nos ventes concerne autant le poulet que la dinde et touche dans la même proportion l'UE et les pays tiers. Le deuxième semestre a toutefois été nettement moins défavorable que le premier suite à la levée des embargos à partir de juillet.

Production, échanges, consommation de volailles



	1980	1990	2000	2005	2006P
<i>millier de tec</i>					
Production(2)	1 122	1 665	2 243	1 922	1 768
Importations(3)	19	67	184	274	277
Exportations(3)	283	509	894	689	561
<i>dont UE à 25</i>	///	176	474	354	283
<i>dont UE à 15</i>	///	///	///	329	263
Consommation(4)	860	1 207	1 501	1 462	1 447
Variation des stocks	- 2	8	- 21	4	0
<i>kg-équivalent-carcasse</i>					
Consommation par habitant	16,0	21,3	24,7	23,3	22,9
			%		
Taux d'auto-approvis.	130	137	149	131	122
Indices des prix (base 100 = année 2000)					
Prix à la production (ensemble volailles)					
	88,8	119,5	100,0	100,4	101,3
Prix à la consommation (ensemble volailles)					
	64,0	100,4	100,0	115,4	116,6
Prix des aliments (poulets de chair)					
	81,8	112,4	100,0	101,4	103,1
Champ : France y compris les Dom à partir de 1996.					
(1) Tonne-équivalent-carcasse : voir glossaire.					
(2) Production indigène brute.					
(3) Animaux abattus. (4) Consommation indigène brute.					
Sources : Agreste, Douanes.					

Production de volailles par espèce



	1980	1990	2000	2005	2006P
<i>millier de tec(1)</i>					
Gallus	806	1 054	1 181	1 069	954
<i>poulets(2)</i>	687	958	1 084	986	880
<i>poules</i>	119	95	97	83	74
Dindes	203	439	761	545	511
Pintades	46	55	57	50	48
Canards	48	110	243	252	251
Oies	18	7	6	6	6
Total	1 121	1 665	2 248	1 922	1 768

Champ : France y compris les Dom à partir de 1996.

(1) Tonne-équivalent-carcasse : voir glossaire.

(2) Y compris coqs.

Source : Agreste.

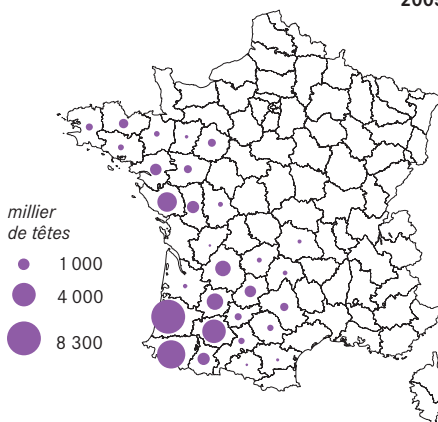
Aviculture (foie gras)

La production française de foies gras de canard et d'oie a poursuivi sa croissance en 2006 (+ 4,3%) après avoir déjà augmenté de 5% en 2005. Elle n'a quasiment pas cessé de progresser depuis trente ans. Le canard représente près de 98% du total produit, alors qu'en 1980 les proportions étaient de 20% d'oie pour 80% de canard. La région Aquitaine produit 53% du total, Midi-Pyrénées 23% et les Pays de la Loire 14%.

En 2006, les importations de foies gras (crus et transformés) se sont sensiblement réduites (- 18% par rapport à 2005) alors que les exportations progressent de 11%. En dix ans, nos ventes à l'étranger ont été multipliées par cinq grâce aux foies gras crus. Les exportations représentent 19% de la production : les Européens sont nos principaux clients avec les deux tiers du total exporté. Les foies gras d'oies représentent 30% de l'ensemble importé. Ainsi, 55% des foies gras d'oies consommés en France sont d'origine étrangère, essentiellement hongroise. Le solde des échanges, légèrement négatif en 2005, est devenu largement positif en 2006 (+ 770 tonnes). Le prix moyen des foies gras de canards, mesuré à la sortie des ateliers de découpe, s'est légèrement apprécié en 2006 (+ 3% par rapport à son bon niveau de 2005). La consommation apparente par habitant, mesurée par bilan, a approché 300 grammes en 2005.

Production de volailles grasses

2005

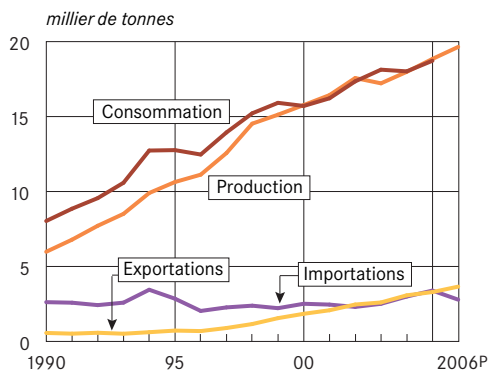


1980 1990 2000 2004 2005
millier de têtes

France	5 029	12 000	29 472	33 723	35 408
<i>dont :</i>					
canards	3 995	11 172	28 722	33 023	34 712
oies	1 034	828	750	700	696
Principales régions					
Aquitaine	2 935	7 997	13 391	16 384	18 466
Midi-Pyrénées	1 845	3 095	7 333	7 861	7 938
Pays de la Loire	0	390	5 595	5 312	4 900
Bretagne	46,8	125	1 465	1 744	1 607

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle.

Bilan du foie gras d'oie et de canard



	1980	1990	2000	2005	2006 ^P
<i>millier de tonnes</i>					
Production	2,2	6,0	15,8	18,8	19,6
Importations ⁽¹⁾	1,1	2,6	2,5	3,4	2,8
Exportations ⁽¹⁾	0,4	0,6	1,8	3,3	3,7
Variation de stocks	///	///	0,7	0,2	///
Consommation ⁽²⁾	2,8	8,0	15,7	18,7	///
<i>grammes</i>					
Consommation par habitant ⁽²⁾	53	141	259	299	///
<i>euro/kg</i>					
Prix du foie gras de canard ⁽³⁾	21,51	21,04	21,94	21,58	22,35

(1) Foies gras crus, préparations et conserves.

(2) Consommation indigène brute estimée.

(3) Sortie salle de découpe (toutes qualités).

Sources : Agreste - Statistique agricole annuelle, Douanes, Service des nouvelles des marchés.

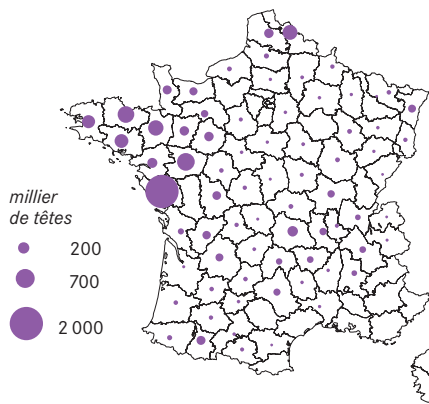
Cunilicature (lapins)

La production de lapins dans les exploitations a beaucoup diminué depuis une trentaine d'années, passant de 146 000 tonnes en 1980 à 70 000 tonnes en 2006. La disparition de nombreux petits élevages familiaux explique ce phénomène. Ainsi, en 1988, les élevages de moins de dix lapines mères représentaient la moitié du cheptel total alors qu'en 2005 cette proportion est tombée à 15%. À l'inverse, la part des gros élevages (plus de 200 lapines mères) est passée de 20% en 1988 à 72% en 2005. Pour les seuls élevages professionnels, la production, mesurée par les abattages contrôlés, approche 58 000 tonnes en 2006, en baisse quasi continue depuis 1993 (- 17%). Le lapin est principalement produit dans le grand ouest (Pays de la Loire, Bretagne et Poitou-Charentes) qui concentre près de 60% de la production française. Le département de la Vendée est, de loin, le premier producteur (20% du total).

En 2006, la production de lapins diminue légèrement (- 1%) par rapport à 2005. Le prix moyen à la production progresse de 1,5% alors que le prix de l'aliment se situe en léger repli (- 0,8%). En 2006, les exportations de viandes de lapin ont légèrement progressé (+ 2%) alors que les importations se réduisent de 14% : le solde commercial s'améliore (+ 2 100 tonnes en 2006 après + 1 500 l'année précédente). L'Espagne reste notre premier fournisseur avec 45% du total importé. Nos exportations sont principalement dirigées vers l'Allemagne (28%) et la Belgique (26%).

Effectifs des lapins dans les exploitations

2005



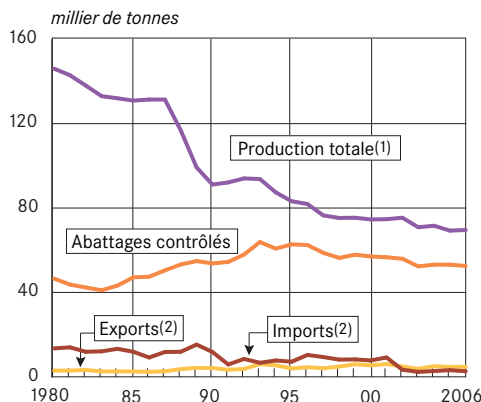
Source : Agreste - Enquête structure.

Indices des prix

	1980	1990	2000	2005	2006 ^P
	<i>indice 100 en 2000</i>				
Prix à la production (IPPAP)	86,1	117,5	100,0	100,6	102,1
Prix à la consommation (IPC)	///	102,2	100,0	117,5	120,2
Prix des aliments (IPAMPA)	///	103,1	100,0	104,0	103,2

Source : Insee.

Production et commerce extérieur de lapins



	1980	1990	2000	2005	2006
	<i>millier de tonnes</i>				
Production ⁽¹⁾	146,1	91,3	74,8	69,5	68,8
Imports ⁽²⁾	13,8	12,1	8,1	3,5	3,0
Exports ⁽²⁾	3,3	4,5	5,8	5,0	5,1
Abattages contrôlés	46,8	54,0	57,3	53,4	52,8

Champ : France y compris les Dom à partir de 1996.

(1) Dans les exploitations agricoles.

(2) De viande.

Sources : Agreste, Douanes.